

LA CHUTE DE WASHINGTON

Par CLEARLOOK

Publié le 25 janvier 2021



La chute de Washington

Un peu d'histoire

En 1776, Georges Washington a d'abord gouverné à New-York. Puis, la capitale s'est déplacée pendant une décennie à Philadelphie, avant de s'installer définitivement à Washington en 1790. Ce dernier choix était un compromis entre les Pères fondateurs des États-Unis. Alexander Hamilton voulait une capitale au nord de l'Union alors que Thomas Jefferson, issu du sud, craignait les influences économiques et financières puissantes de la région.



On décida que la capitale n'aurait pas le statut d'État en devenant le *“District of Columbia”* et n'aurait pas de droit de vote et pas de représentation au Congrès. L'article 1, section 8, clause 17 de la Constitution des États-Unis stipule que *« le Congrès aura le pouvoir... d'exercer le droit exclusif de législation, en toute matière, sur tel district (d'une superficie n'excédant pas 10 miles au carré) qui, par cession d'États particuliers et sur acceptation du Congrès, sera devenu le siège du gouvernement des États-Unis »*. Ce qui implique que les États ne sauraient transférer le pouvoir à un autre État.

Malheureusement, cette sage précaution des fondateurs fut insuffisante.

En 1871, les États-Unis étaient ruinés par la guerre de sécession (1861-1865). Ils furent obligés d'emprunter d'énormes sommes aux banques américaines qui n'étaient en réalité que des succursales des banques de Londres, en particulier de la **banque Rothschild**.⁽¹⁾

Ces banques se firent une joie d'accorder aux États-Unis tous les prêts qu'ils souhaiteraient à une condition qui donnerait à ces banques un droit de contrôle sur l'Union. Cette condition leur garantissant le remboursement avec intérêts des prêts accordés.

Les États-Unis devaient passer du statut de nation à celui de société commerciale anonyme domiciliée dans le *“District of Columbia”*.

Pour cela les élus américains trahirent en 1871 l'Amérique en modifiant sa constitution : *« La constitution pour les États-Unis d'Amérique »* devenant *« La constitution des États-Unis d'Amérique »*.

Ce simple changement d'un mot supprimait le contrôle du pays par ses citoyens en le transférant à l'entité commerciale 'États-Unis d'Amérique', contrôlée par les banques londoniennes, c'est-à-dire **contrôlée par la couronne britannique** et par la **famille bancaire Rothschild**.

De plus, cela donna les pleins pouvoirs aux sociétés secrètes liées à ces familles financières.



La balance et le glaive

Le 27 avril 1961, le **président J.F. Kennedy** prononça un discours sur ces « sociétés secrètes » (extrait) :

« Le mot même de secret est répugnant dans une société libre et ouverte, et nous sommes en tant que peuple, intrinsèquement et historiquement, opposés aux sociétés secrètes, aux serments secrets et aux procédures secrètes ».

Le jour où le **président D.J. Trump** a annoncé sa candidature à la présidence, il déclara *« je connais leur programme et ce n'est pas le mien »*.

Il prévenait ainsi qu'il était là pour achever la libération de l'humanité entreprise par Kennedy un demi-siècle plus tôt. Il œuvra tout d'abord pour ramener l'Amérique à l'intention originelle de ses Fondateurs.

¹ Lire à ce sujet l'article *« Histoire de la famille Rothschild »* : <https://catholicapedia.net/Documents/Rothschild/Histoire de la famille Rothschild.pdf>



La réaction des élus du Congrès et du Sénat, ainsi que de la quasi totalité des médias américains et mondiaux, fut la censure des médias sociaux et la diffamation du président et du peuple souverain qui l'avait librement élu. Ils ont affirmé que les patriotes et les électeurs du président Trump étaient dangereux et devaient être placés dans des camps de rééducation. Ils ont affirmé qu'ils devaient être renvoyés de leur emploi, se voir refuser ou retirer leurs diplômes universitaires, être censurés et même emprisonnés pour avoir soutenu le président Trump.

La guerre silencieuse dont le président Kennedy a parlé est en cours et c'est Trump qui la commande.

Les événements de Washington en sont un signe visible même s'il ne s'agit là que d'une infime part des opérations militaires et judiciaires en cours en Amérique et dans le monde.

Current

<< Titre précédent 10 / Sous-titre A / PART I / CHAPITRE 13 / § 252 Suivant >>

[Imprimer] [Sélection d'impression] [Fermer] Aide

10 USC 252: Recours à la milice et aux forces armées pour faire respecter l'autorité fédérale
Le texte contient ces lois en vigueur le 24 janvier 2021

Du titre 10-ARMED FORCES
Sous-titre A-General Military Law
PARTIE I-ORGANISATION ET POUVOIRS MILITAIRES GÉNÉRAUX
CHAPITRE 13-INSURRECTION

Sautez à:
[Crédit source](#)
[Divers](#)
[Codification](#)
[Amendements](#)
[Documents exécutifs](#)

§252. Recours à la milice et aux forces armées pour faire respecter l'autorité fédérale
Chaque fois que le Président considère que les obstructions illégales, les combinaisons ou les assemblages, ou la rébellion contre l'autorité des États-Unis, rendent impraticable l'application des lois des États-Unis dans n'importe quel État par le cours ordinaire des procédures judiciaires, il peut faire appel au service fédéral comme la milice de n'importe quel État, et utiliser ces forces armées, comme il le juge nécessaire pour faire respecter ces lois ou pour réprimer la rébellion.
(10 août 1956, ch. 1041, 70A Stat. 15, §332; Pub. L. 109-163, div. A, titre X, §1057(a)(2), 6 janvier 2006, 119 Stat. 3440, renumbered §252, Pub. L. 114-328, div. A, titre XII, §1241(a)(2), 23 décembre 2016, 130 Stat. 2497.)

NOTES HISTORIQUES ET DE RÉVISION

Section révisée	Source (Code des États-Unis)	Source (Statuts en général)
332	50 202	R S. 5296

50 202 (les 22 derniers mots) est omis comme excédent. Les mots « forces armées » sont remplacés par les

Quand les aigles attaquent

Dimanche 24 janvier, des soldats ont fait un portrait de groupe au Capitole sur ordre du Pentagone (ils étaient ravis de cet ordre !).

Ils avaient précédemment sécurisé l'extérieur du Capitole pendant que des *US Marshals* militaires procédaient à des arrestations, pour haute trahison, d'élus du congrès à l'intérieur du bâtiment.



Que signifie la présence de l'armée au Capitole ?

Est-ce une coïncidence ?

Nous savons qu'il est constitutionnellement strictement interdit à l'armée d'entrer dans le périmètre du Capitole sauf ordre express du président des États-Unis ou du chef d'état-major des armées (*General Chief of Staff*) s'il y a vacance de la présidence.

Que peut-on en déduire ?

Il faut savoir que depuis le 19 janvier 2021 à minuit, le décret présidentiel signé par le président Donald Trump le 4 juillet 2020 a pris effet. **Ce décret stipule que l'entité commerciale États-Unis d'Amérique cesse d'exister le 19 janvier 2021 à minuit.** Ce décret est légal car pour toute création ou suppression d'une entité commerciale ou financière agissant au profit ou au détriment des États de l'Union, le président peut créer ou dissoudre ces entités financières ou commerciales sans en référer au Congrès ou au Sénat.

Les États-Unis d'Amérique n'étant plus depuis 1871 une entité politique mais une entité financière, le président Trump avait tout droit de dissoudre cette entité sans passer par un vote du Congrès.



Le président Donald Trump a donc retourné contre eux cette trahison des élus *Illuminati* de 1871.

Étant donné que, légalement et constitutionnellement, il n'y a plus de président des États-Unis, ni d'entité appelée "*États-Unis d'Amérique*", la Constitution et les lois américaines imposent que l'armée américaine prenne le contrôle de l'État jusqu'à l'élection d'un nouveau président et de nouvelles assemblées (Congrès et Sénat).

La dernière élection ayant été **frauduleuse**, l'armée est aussi obligée de par la Constitution d'assumer l'**arrestation** et le **jugement des élus qui ont commis cette fraude** afin d'établir juridiquement la preuve du véritable nombre de voix qu'ont obtenu chacun des candidats. En vertu de l'article 11 alinéa 3 (11.3) du Code Militaire, l'armée a le devoir de démanteler le faux gouvernement et de rétablir un nouveau gouvernement légal (**Q # 26** : lorsque **11.3** a été confirmé comme le 1^{er} marqueur).

- <https://galerts.app/>

Biden a lui-même déclenché ce processus constitutionnel en commettant un **coup d'État** par sa prestation de serment totalement **illégal**.

Si l'armée n'intervenait pas elle se rendrait coupable de haute trahison.

Une fois ce processus juridique accompli par les magistrats militaires comme l'impose la Constitution, le vainqueur et les deux assemblées légitimement élues avec le vainqueur reprendront le pouvoir et gouverneront l'Amérique (les États de l'Union).



À l'aube du premier jour

Alors seulement, ces deux assemblées choisiront librement et démocratiquement la nouvelle forme politique et constitutionnelle que prendront les États d'Amérique.

Ils valideront aussi très probablement la nouvelle capitale des États d'Amérique, les *States Of America* ou SOA.



Par un Ordre Exécutif du président Trump, signé le 4 juillet 2020, la nouvelle Capitale des 'States Of America' est la ville de Houston dans l'État du Texas depuis le 20 janvier 2021 à *zero dark zero CST* (0h du matin *Central Standard Time*).



« La foi est la confiance dans ce que nous espérons et l'espérance dans ce que nous ne voyons pas »

Or la foi est la substance des choses qu'on espère,
une conviction de celles qu'on ne voit point.
(Hébreux 11, 1)

Cordialement,

Source : <http://clearlook.unblog.fr/2021/01/25/la-chute-de-washington/>